

Bulletin d'histoire politique

Jean-François Lisée, Nous, Montréal, Boréal, 2007.

Christian Dufour



Volume 17, numéro 1, automne 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056068ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056068ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dufour, C. (2008). Compte rendu de [Jean-François Lisée, Nous, Montréal, Boréal, 2007.] *Bulletin d'histoire politique*, 17(1), 379–381.
<https://doi.org/10.7202/1056068ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Jean-François Lisée, *Nous*, Montréal, Boréal,
2007.

CHRISTIAN DUFOUR
politologue
ENAP

LE CHÂTEAU DE CARTES DE JEAN-FRANÇOIS LISÉE

Une chose que l'on ne saurait décidément reprocher à Jean-François Lisée, c'est de manquer d'imagination. Au contraire, on sort étourdi de la lecture de *Nous*, le petit livre-événement de celui qui a réussi l'exploit de devenir une troisième fois conseiller d'un chef du Parti québécois, Pauline Marois, après Jacques Parizeau et Lucien Bouchard. Mais rendons tout d'abord à César ce qui appartient à César. On est en face d'un personnage véritablement d'exception, étincelant de panache à la française : on l'imagine facilement en grand seigneur saluant rapidement tout un chacun dans la Galerie des Glaces à Versailles, s'en allant joyeusement soumettre son dernier beau projet au Roi un peu inquiet. Ou alors, Lisée c'est Tintin, jamais complètement découragé ou à court d'idées, même dans la pire des situations.

Il incarne le côté le plus français de notre culture, se rattachant à une histoire et à un esthétisme férus de prouesses individuelles. Son flamboyant *Nous* est un peu le pendant de *Reconquérir le Canada*, le livre collectif fédéraliste dirigé par André Pratte, avec son principe de réalité à l'anglaise qui fait partie aussi de l'identité québécoise, comme l'autonomisme conservateur adéquiste. Cela ne veut pas dire que les collaborateurs de Pratte sont toujours réalistes ou que la vision de Lisée est juste un fantasme, simplement que notre culture politique est complexe.

L'intérêt de *Nous* tient beaucoup au rappel des succès et potentialités de ce côté français que l'on a trop souvent tendance à voir comme un handicap dans le contexte nord-américain. Cela nous change de ces palmarès

supposément objectifs où le Québec est toujours 58^e sur 60 parmi les États et provinces du continent, de ceux qui veulent nous faire croire que la qualité de vie est plus grande à Moose Jaw qu'à Paris et que notre retard sera rattrapé si nous devenons tous anglophones. Au sein d'un mouvement souverainiste carburant souvent aux idées creuses, Jean-François Lisée est l'un des seuls à présenter une idée stimulante de ce que pourrait être un Québec indépendant.

Cela dit, il ne suffit pas d'avoir des idées quand on est un conseiller en vue et écouté, il faut également avoir du jugement sous peine de devenir dangereux. Or Lisée a fait preuve dans le passé d'un jugement qui n'était pas sûr. On pense à la quasi panique sous-tendant les propositions de son livre antérieur *Sortie de secours*. Il y a eu également sa suggestion saugrenue d'ouvrir l'école anglaise aux immigrants anglophones, en retour de l'imposition du cégep français aux autres. Cela aurait entraîné l'invalidation des dispositions de la loi 101 sur la langue d'enseignement, pour cause de discrimination entre les différentes catégories d'immigrants.

Lisée fait preuve du même manque de jugement dans *Nous*, en raison tout particulièrement d'une utilisation abusive des sondages qu'il semble confondre avec la réalité, une réalité pourtant pétrie de contradictions quand il s'agit de l'identité québécoise. Cela l'amène à surestimer l'attachement des francophones au catholicisme et à suggérer, dans ce qui reste peut-être la meilleure partie de son essai, un enseignement religieux à la pièce au sein d'un système québécois d'éducation laïque. Mais l'idéalisme devient carrément gênant quand l'auteur propose 25 000 nouveaux jeunes immigrants étudiants par année, pour maintenir le pourcentage des francophones tout en augmentant les niveaux d'immigration. On a droit à une projection des effets démographiques de la mesure sur pas moins de 92 ans (jusqu'en 2100 !), plus un projet de restructuration cauchemardesque des droits de scolarité. On reste pantois devant tant d'imagination, comme un enfant bâtissant vaillamment un château de cartes aussi vertigineux que fragile.

L'auteur propose de fusionner carrément les cégeps francophones et anglophones. Et il y a cette citoyenneté québécoise dont Lisée est si fier qu'il s'est payé un sondage lui permettant de prétendre que le bon peuple la réclame. On n'en revient pas de lire : « Par la création de cette citoyenneté, vous êtes des Québécois, vous l'êtes TOUS ». La mesure créerait au contraire des habitants du Québec qui ne seraient pas citoyens québécois. Empêtré dans ses théories, Lisée ne semble pas réaliser qu'il aurait été plus facile de défendre l'exigence d'une connaissance minimale du français pour avoir le droit de vote qu'une citoyenneté aussi artificielle.

Un élément intéressant du livre est cette vision d'un Québec où l'équilibre linguistique actuel est perçu comme désirable. De façon audacieuse

pour un souverainiste, Lisée défend également le principe de la prédominance du français sans exclusion de l'anglais. Je ne peux que me réjouir de cette évolution, ayant insisté dans le passé sur l'intérêt de ce principe comme Lisée le rappelle dans son essai. Je regrette cependant que, de façon naïve et imprudente, le livre ne fasse aucunement référence au fait que cette prédominance du français doit être claire si on veut éviter les querelles sur ce qui est prédominant ou non. La Cour suprême du Canada elle-même a reconnu la possibilité d'imposer ce point dans son célèbre jugement sur l'affichage commercial.

Est-ce trop demander à M^{me} Marois que de faire référence à la claire prédominance du français dans ses projets de loi sur la citoyenneté et l'identité? L'exceptionnelle imagination de Lisée est dangereuse si on se limite à entériner ses suggestions. Chose certaine, ce ne sont pas les irréalistes propositions de *Nous* qui permettront de renverser la tendance si l'hypothèse pessimiste du PQ en matière linguistique se révèle fondée. Au contraire, c'est l'appui politiquement correct du PQ à l'augmentation des niveaux actuels d'immigration qui apparaîtra alors irréaliste, sinon irresponsable. À moins, évidemment, que l'on ne veuille faire du Québec un beau château de cartes à la Lisée.